

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXSTONE

Poulmarh
Bassin BRETAGNE
56390 Grand-Champ

Références : 2026.024
Code AIOT : 0005502410

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement NEXSTONE implanté RUBERZOT 22540 Tréglamus. L'inspection a été annoncée le 21/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- RUBERZOT 22540 Tréglamus
- Code AIOT : 0005502410
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette installation est une carrière à ciel ouvert de gneiss autorisée en date du 2/10/2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 2.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Mesures des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 3.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 4.3.	Demande d'action corrective	3 mois
8	SURVEILLANCE DES ZONES HUMIDES	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 4.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 6.3.3.	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation de la carrière et des installations	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 1.2.3.	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 1.6.	Sans objet
3	Principe d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 2.2.3.	Sans objet
7	Surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 4.4.1.	Sans objet
9	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 6.2.	Sans objet
11	Mesures particulières	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 6.4.5.	Sans objet
12	infrastructures et Aménagements	Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 6.5.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas mis en évidence de non conformité. Cependant, certains points de vigilance ont été relevés notamment concernant la durée des campagnes de mesures de retombées de poussières et le respect des valeurs limites d'émergence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation de la carrière et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 1.2.3.			
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation de la carrière et des installations			
Prescription contrôlée : L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 26 ha 59 a et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral en annexe au présent arrêté. Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées.			
Commune	Lieu-dit	Parcelles	Superficie autorisée
TREGLAMUS	Ruberzot	Voir plan et registre parcellaire joints au présent arrêté	• 26 ha 59 a
La localisation de la carrière a pour coordonnées (système Lambert 93) : • X = 238 772 m à 239 408 m, Y = 6 846 914 m à 6 847 737 m. Les parcelles C 1139 et ZC 156 (pour partie) sont exclues du périmètre autorisé de la carrière et ne peuvent faire l'objet d'aucune activité liée à l'exploitation de la carrière.			
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation du 2/10/2024. Les parcelles C 1139 et ZC 156 pour partie sont exclues du périmètre. Sur site, les aménagements sont en cours en vu de constituer l'emprise maximale de l'installation.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 1.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : .6.1. Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) et les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes (verses et fosses) de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

Les garanties financières doivent également permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par :

- la surveillance des installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'exploitation de la carrière lorsqu'elles sont susceptibles de donner lieu à un accident majeur à la suite d'une défaillance ou d'une mauvaise exploitation, tel que l'effondrement d'une verse ou la rupture d'une digue ;
- l'intervention en cas d'effondrement de verses ou de rupture de digues constituées de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'industrie extractive lorsque les conséquences sont susceptibles de donner lieu à un accident majeur.

1.6.2. Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé selon les modalités de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié, sur la base d'une remise en état coordonnée à l'exploitation.

Phase d'exploitation	Montant des garanties financières
1 (0-5 ans)	491 516,00 €
2 (6-10 ans)	439 143,00 €
3 (11-15 ans)	436 898,00 €
4 (16-17 ans)	422 527,00 €

Calcul avec indice TP01 base 2010 de juin 2024 (valeur 129,9) et TVA à 20 %

1.6.3. Établissement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement, dès la mise en exploitation du site.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté qu'un acte de cautionnement signé le 7/11/2024 constitue les

garanties financières pour la carrière jusqu'au 2/10/2029.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Principe d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 2.2.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Principe d'exploitation

Prescription contrôlée :

La conduite de l'exploitation est effectuée selon le principe repris dans les tableaux ci-dessous et les plans de phasage et de remise en état en annexes du présent arrêté.

Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Phases	Progression des activités	Aménagements
Phase 1 (0 - 5 ans) extraction	Avancée des paliers 160 à 175 m NGF vers le Nord, le Sud et l'Est. Atteinte des limites d'extraction au Nord pour le palier 175 m NGF.	Décapage des terrains Est sollicités à l'extension et mise en place des merlons à l'Est. Recréation d'un bassin d'exhaure en haut de la plateforme de remblais. Stockage des découvertes et stériles dans l'ancienne excavation à l'Ouest. Déviation du chemin de randonnée.
Phase 2 (6 - 10 ans) extraction	Avancée des paliers 145 à 175 m NGF vers le Nord, le Sud et l'Est jusqu'à leur limite d'extraction. Création d'un nouveau palier à 130 m NGF.	Stockage des découvertes et stériles dans l'ancienne excavation à l'Ouest. Création du belvédère le long du chemin de randonnée.
Phase 3 (11 - 15 ans) extraction puis remise en état	Avancée du palier 130 m NGF jusqu'à la limite d'extraction. Création d'un nouveau palier à 115 m NGF, et avancée jusqu'à la limite d'extraction. Arrêt des extractions à 14 ans.	Stockage des découvertes et stériles dans l'ancienne excavation à l'Ouest. Début de la remise en état du site.

Phase 4 (16 - 17 ans) remise en état	Stockage des découvertes et stériles dans l'ancienne excavation à l'Ouest. Finalisation de la remise en état du site.
<p>L'extraction des matériaux doit être effectuée par création de gradins d'une hauteur maximale de 15 mètres chacun, séparés par une banquette horizontale d'une largeur pendant la phase d'extraction qui ne devra pas être inférieure à 10 mètres lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules. Cette largeur pourra être réduite à 5 mètres au minimum en phase finale d'exploitation sous réserve de pouvoir mettre en place un piège à cailloux ou un dispositif équivalent suffisamment efficace et de garantir la bonne stabilité des fronts associés.</p> <p>La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p>	
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'installation est dans la phase 1 d'exploitation, à savoir le décapage des terrains a été réalisé au Nord et à l'Est de la fosse 2, des merlons ont été créés à l'Est au au Sud de cette fosse. Les cotes topographiques pourront être vérifiées sur le plan d'exploitation mis à jour.</p>	
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>	

N° 4 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie sur un fond cadastral. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire, • les bords de la fouille et la position des différents fronts, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (niveau des banquettes, du fond des fouilles, du sommet de la verse, ...), • les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, • le réseau de circulation des effluents (eaux pluviales, eaux de procédés,...).

<p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant fournit le plan d'exploitation du 2/10/2024, l'ensemble des données prévues y figure. Un ancien accès à l'Ouest est indiqué mais n'est pas existant sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le plan topographique d'exploitation mis à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Mesures des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 3.1.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures présentées dans le dossier (cf. plan en annexe) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A : Ouest de la carrière • B1 : Le Quenvez • B2 : Kermadec • C : Limite Est de la carrière <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour. Les campagnes de mesure durent trente jours. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées aux stations de suivi (proches riverains ou personnes sensibles) du plan de surveillance. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions. Chaque campagne de mesures de retombées de poussières fait l'objet d'un rapport tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>

En cas de dépassement, l’exploitant informe l’Inspection des Installations Classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

En cas de nuisances liées aux retombées de poussières, le suivi des retombées atmosphériques totales peut être étendu sur de nouvelles stations de mesures au droit des habitations situées sous les vents dominants.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant fournit les rapports de mesures du 1er et 2nd trimestres 2025. Les documents sont des synthèses et non les rapports complets, les moyennes glissantes ne sont pas indiquées. Pour le 2nd trimestre, la durée de la campagne de mesures est de 27 jours. De plus, l'exploitant a ajouté un point de mesures: B3.

Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter la durée des campagnes de mesures de retombées de poussières de 30 jours.
L'exploitant doit transmettre les rapports complets de mesures pour l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 4.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par la carrière aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes (cf. plan du circuit des eaux en annexe) :

Point de rejet vers le milieu récepteur	
Localisation	X : 239 233,50 m Y : 6 847 710,77 m
Nature des effluents	Eaux pluviales et d’exhaure provenant de la zone d’extraction collectées vers un bassin de fond de fouille
Débit de rejet maximal	Débit de 257 m³/h

Exutoire du rejet / Milieu naturel récepteur	Ruisseau de Kerhuel
Cheminement des eaux et traitement avant rejet	Eaux collectées vers un bassin de fond de fouille puis dirigées vers les bassins de décantation
Confinement	Fermeture de l'exutoire au point de rejet

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que le point de rejet est présent, l'aménagement de cet ouvrage est finalisé et permet un suivi en continu de certains paramètres, il est équipé d'une vanne de confinement.

De plus, il a été constaté que le petit bassin proche des installations manque de sécurisation et que le bassin terminal, en cours de nettoyage, n'est pas sécurisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sécuriser les différents bassins de collecte des eaux sur son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 4.4.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux rejetées

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies.

Le rejet ne doit en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration maximale journalière
Température	< 30 °C

pH	5,5 - 8,5
MES	25 mg/L
DCO	25 mg/L
Hydrocarbures	5 mg/L
Fer + Aluminium	5 mg/l

Les valeurs limites figurant ci-dessus sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

En cas de dépassement sur un paramètre de ces valeurs, l'exploitant analyse le dépassement, met en œuvre les mesures correctives nécessaires et en avertit l'Inspection des Installations Classées.

En cas d'impossibilité de rejet (pollution ou valeurs non respectées), l'exploitant doit disposer de l'ensemble des moyens de confinement des eaux (arrêt des pompes d'exhaure et maintien de la pollution en fond de fouille en vue de son traitement, fermeture de l'exutoire en vue du confinement du bassin terminal et maintien de la pollution en vue de son traitement) sur le site et indiquer les mesures qu'il compte mettre en œuvre (traitement, évacuation...).

De plus, les dispositions suivantes sont mises en œuvre pour le rejet :

Paramètres	Type de suivi	Fréquence d'analyse
Température	En continu	En continu
pH		
Débit rejeté		
MES	Ponctuel	Hebdomadaire

DCO	Trimestrielle	
Hydrocarbures	Trimestrielle	
Fer + Aluminium	Semestrielle	

Les résultats de ces contrôles sont télédéclarés via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Autosurveillance Fréquente).

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant fournit l'auto-surveillance des eaux rejetées sur 2024 et 2025, les valeurs limites sont respectées pour l'ensemble des paramètres.

L'exploitant précise que, depuis le 16/10/2025, le suivi en continu des paramètres T°C, pH et débit rejeté est opérationnel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : SURVEILLANCE DES ZONES HUMIDES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 4.5.

Thème(s) : Risques chroniques, SURVEILLANCE DES ZONES HUMIDES

Prescription contrôlée :

Au cours de la première phase quinquennale d'exploitation, l'exploitant doit réaliser un suivi annuel des fonctionnalités des zones humides présentes aux abords du site.

En cas de dégradation des fonctionnalités de ces zones humides, le suivi doit être poursuivi et doit prévoir la mise en œuvre de mesures correctives.

Ce suivi est tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant précise que le suivi des fonctionnalités des zones humides est réalisé et fournit une ébauche de rapport. Le rapport complet doit être finalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le rapport sur le suivi des fonctionnalités des zones humides.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées, qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, telles que prévues dans son dossier, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• l'optimisation de la silhouette du nouveau remblai : il sera réalisé en verse et son flanc aura une pente abrupte. Les cotes altimétriques se rapprochent de celles du terrain antérieur à l'ouverture de la carrière. Le remblai sera entièrement boisé, dans la continuité du boisement qui s'est développé dans le talweg ;• un renforcement du maillage bocager intégrant les merlons périphériques, l'extension de la fosse au Sud-Est va entraîner la suppression de haies bocagères sur un linéaire de 453 mètres linéaires. Les nouvelles haies plantées sur talus vont représenter un linéaire de 749 mètres linéaires réalisé en phase 1.• une valorisation des itinéraires de randonnée : le contournement des itinéraires de randonnée par l'Est permet la création d'un belvédère au-dessus de l'extension de la fosse d'extraction, une fois que le premier palier aura atteint sa limite maximale dans cette direction, en fin de phase 1. Le nouveau tracé du sentier de randonnée sera intégralement longé par une haie bocagère plantée sur talus et celle-ci intégrera des espèces pouvant représenter un intérêt pour l'utilisateur du chemin.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que: <ul style="list-style-type: none">- les travaux pour la création du nouveau remblai sont en attente,- les travaux sont en cours concernant le maillage bocager avec la création de merlons périphériques et la suppression de haies existantes. L'exploitant précise qu'une partie de haies a été conservée et que des plants ont été transférés pour la création d'un nouveau linéaire de haie,- les travaux sont en cours concernant le tracé du nouveau sentier de randonnée. L'exploitant indique que Bretagne Vivante est associée pour la création d'une haie bocagère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Auto-surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 6.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est réalisée dans le mois suivant la notification du présent arrêté, puis est renouvelée tous les ans sur les 8 points de mesures prévus, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• 1 : Goaz Kergam• 2 : Le Quenvéz Sud• 3 : Ruberzot• 4 : La Fontaine Plate• 5 : Croaz Hent

- 6 : Le Quenvez Nord
- 7 : Limite périmètre Nord
- 8 : Limite périmètre Ouest

Ces mesures doivent être effectuées par un organisme ou une personne qualifiés. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des Installations Classées peut demander.

L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (concassage, foration, transport, traitement,...). Le compte-rendu des mesures, tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées, doit préciser les installations en fonctionnement lors du contrôle des niveaux sonores.

Dans le cas de dépassements des valeurs réglementaires d'émissions au droit des habitations riveraines au cours d'une campagne de mesures, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour limiter les émissions et doit réaliser un nouveau contrôle, au cours de la même année, pour juger de l'efficacité de ces mesures.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant fournit le rapport de la situation acoustique de l'installation pour 2025.

Les 8 points de mesures prévus sont suivis et les niveaux sonores limites sont respectés.

Le rapport conclut à un non-respect de l'émergence sur la ZER1 avec une valeur mesurée de 6 dB(A) pour une valeur limite de 5 dB(A).

L'exploitant précise que des travaux de bardage sur les installations sont prévues au cours du 1er trimestre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures correctives adaptées et réaliser une nouvelle campagne de mesures acoustiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Mesures particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 6.4.5.

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures particulières

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit réaliser une étude vibratoire pour l'habitation la plus proche au lieu-dit « Le Quenvez » dans l'année suivant la notification du présent arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant fournit l'étude vibratoire d'avril 2025, qui conclut à une forte réduction des charges unitaires à l'approche des habitations riveraines.
L'exploitant précise que 22 tirs ont été réalisés en 2025 et 2 sont prévus en fin d'année.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : infrastructures et Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2024, article 6.5.

Thème(s) : Risques chroniques, infrastructures et Aménagements

Prescription contrôlée :

Pour limiter l'impact de son installation sur son environnement, assurer la sécurité en interne et extérieure au site, l'exploitant doit prévoir les infrastructures et aménagements suivants :

- un plan de circulation affiché et transmis aux chauffeurs ;
- la sensibilisation par affichage de consignes en entrée et sortie de site ;
- l'entretien de la signalisation de la sortie du site,
- la sortie du site suffisamment dimensionnée et permettant une bonne visibilité sur la voie communale,
- le balayage, nettoyage de la voirie en tant que de besoin,
- le double fret (matériaux inertes/granulats),
- pour la sécurité, la fermeture du site à clé (portail) en dehors des horaires d'ouverture,
- le site entièrement clôturé (clôture, merlons, boisements et végétation dissuasive),
- la signalisation de l'accès à la carrière sur la voie communale (panneau « sortie de carrière »),

À ce titre, dès le début des activités, un panneau d'information et de signalisation doit être mis en place en sortie de carrière, pour orienter la totalité du trafic des « poids lourds » vers la droite afin de rejoindre la route Départementale 712.

Dès le début des activités, l'exploitant doit s'engager dans une démarche d'aménagements routiers à proximité de la carrière avec la mairie de TRÉGLAMUS et le Conseil départemental des Côtes d'Armor, sur les points suivants :

- la signalisation routière sur les différents axes en sortie de carrière et l'installation de nouveaux panneaux d'avertissement ;
- l'organisation de l'îlot situé à l'intersection entre la route Départementale 712 et la voie communale.

Cette démarche doit faire l'objet d'un suivi, présenté lors de la réunion annuelle de l'instance de concertation.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que les mesures sont mises en place pour la sécurité en interne et extérieure au site. L'exploitant précise que le site sera entièrement clos après les travaux d'extension avec la mise en place d'une clôture physique en complément des haies périphériques.

Le panneau concernant l'orientation du trafic routier est présent en sortie de site.
De plus, l'îlot situé à l'intersection entre la Départementale 712 et la voie communale est réalisé.

Type de suites proposées : Sans suite